

Direction de la coordination  
des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/DW

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société PLASTIPAK PACKAGING FRANCE  
de respecter les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de  
l'environnement pour son établissement à BIERNE**

Le préfet du Nord  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le règlement européen n° 2024/573 relatif aux gaz à effet de serre fluorés du 7 février 2024 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 511-1, L. 514-5 et L. 521-17 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2004 accordant à la S.A.S. AMCOR PET PACKAGING FRANCE l'autorisation d'augmenter la capacité de production de préformes en PET de son établissement sis à BIERNE et SOCX ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2016 imposant à la société PLASTIPAK PACKAGING FRANCE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à BIERNE et SOCX ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le récépissé délivré le 7 décembre 2015, suite à la déclaration de changement d'exploitant réalisé le 23 octobre 2015, par la société PLASTIPAK PACKAGING FRANCE ;

Vu le rapport du 7 janvier 2026 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel du 8 janvier 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 8 janvier 2026 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. la société PLASTIPAK PACKAGING FRANCE exploite 3 groupes froids (GF1, GF2, GF5) contenant chacun 595 kg de gaz fluoré de type R1234ze inscrits à la section 1 de l'annexe II du règlement européen n° 2024/573 ;

2. l'article 6 du règlement (UE) n° 2024/573 spécifie que « Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien. » ;

3. ces trois groupes froids ne sont pas équipés de système de détection de fuite de gaz ;

4. il y a lieu, au regard des intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement de prendre à l'encontre de cette société un arrêté préfectoral de mise en demeure conformément à l'article L. 521-17 du code de l'environnement, afin d'assurer le respect de la réglementation en vigueur ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Objet

La société PLASTIPAK PACKAGING FRANCE, ci-après dénommée l'exploitant, exploitant une installation classée pour la protection de l'environnement sise Zone d'Entreprises de Bergues-Bierne, BP 103, à BIERNE (59380), est mise en demeure, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de régulariser la situation de ses trois groupes froids au regard de l'article 6 du règlement (UE) n° 2024/573 relatif à l'installation d'un système de détection des fuites.

### Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 521-18 du code de l'environnement.

### Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DÉFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Le tribunal administratif de LILLE peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de BIERNE et maire de SOCX ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de BIERNE et en mairie de SOCX et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2026>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **14 AVR. 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO